

COMPTE-RENDU DE LA 3^{EME} SESSION ACADEMIE NOTRE EUROPE



SESSION 3 : L'EUROPE DANS LE MONDE

»» 17 DECEMBRE



Olivier Bailly

Directeur pour les affaires globales
au Service Européen pour l'Action
Extérieure



Pascal Lamy

Coordinateur du réseau des think
tanks Jacques Delors, ancien
Directeur Général de l'OMC



Garance Pineau

Directrice de cabinet du Secrétaire
d'Etat aux affaires européennes



Céline Mias

Représentante auprès de l'UE et
Directrice du Bureau de Bruxelles de
CARE International

C'est à la fondation Heinrich Heine, dans la cité internationale universitaire de Paris, que la promotion 2021-2022 s'est retrouvée pour réfléchir sur la place de l'Europe dans le monde.

A distance, **Olivier Bailly**, directeur pour les affaires globales au service européen pour l'Action extérieure depuis septembre dernier, a abordé avec un regard à la fois neuf et expert les compétences de l'Union européenne (UE) en matière de politique extérieure et de diplomatie. Pour comprendre, il faut remonter le temps. « Dès le traité de Rome (1957), la France, l'Italie, l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas décident d'une politique commerciale commune. L'Europe se voit déjà comme une future exportatrice. Par la suite, elle devenue une puissance à travers des outils économiques : mesures commerciales, tarifs douaniers, discussions avec les partenaires internationaux. » Par la suite, les États européens diversifient peu à peu leurs compétences mais toujours avec une dominante économique. Il faudra attendre la fin de la guerre froide pour que l'Europe se dote d'une politique étrangère dans un monde devenu multipolaire.

Devenue une union de 27 États membres, la difficulté est de combiner les intérêts de chacun pour construire une ambition commune internationale. Olivier Bailly ne nie pas l'existence de tensions, inévitables lorsqu'il y a « *too many cooks in the kitchen* ». Si certains pays européens ne sont pas d'accord sur les questions relatives à la Chine, à la Russie et aux États-Unis, tout le monde s'entend quant à l'impossibilité de rompre toute relation diplomatique. Adeptes de la *realpolitik* - ce qui lui vaut parfois d'être qualifiée de « bisounours de la géopolitique » - l'UE demeure dans une tradition de diplomatie et de discussions, loin des méthodes agressives utilisées par d'autres grandes puissances mondiales.

Pourtant, le monde a changé et « pas dans le bon sens » selon **Pascal Lamy**, président émérite de l'Institut Jacques Delors et ancien directeur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans un monde devenu plus complexe, plus dangereux aussi, nous sommes face à deux grands enjeux aux conséquences « considérables » : le climat et le numérique. Soit deux domaines dans lesquels l'Europe commence à rattraper son retard, tant sur le plan de l'idéologie que dans la pratique. Parmi les mesures qui commencent à

faire peser l'UE dans le monde, Pascal Lamy donne l'exemple du RGPD (règlement général sur la protection de données) devenu une référence mondiale et une inspiration pour des pays comme le Japon ou les Etats-Unis. Ceci dit, l'Europe est avant tout un marché, « un projet géoéconomique plutôt que géopolitique ». Pour passer à « l'étape supérieure » géopolitique, les Etats membres doivent travailler de concert pour peser sur la scène internationale. Mais, pour Pascal Lamy, il manque un endroit où s'élabore une pensée commune. Alors qu'il existe des tensions entre la Commission et le Service extérieur, les deux entités qui s'occupent des questions de politique étrangère, le président émérite de l'Institut Jacques Delors propose de les réunir.

L'académie a par la suite accueilli **Céline Mias**, Représentante auprès de l'UE et Directrice du Bureau de Bruxelles de CARE International, qui est intervenue sur le rôle des organisations non gouvernementales dans l'aide humanitaire. Céline Mias nous présente alors « **CARE International** », un réseau d'ONG visant à sauver des vies, combattre la pauvreté, renforcer la justice sociale ainsi que favoriser l'inclusion, avec une attention particulière portée aux femmes et aux filles. Plus globalement, les ONG font partie de la légitimité démocratique de l'UE et ont par conséquent un rôle prépondérant quant à l'aide humanitaire. Néanmoins, on observe que cette aide humanitaire est de plus en plus instrumentalisée et politisée. Certaines populations sont en effet plus enclines à recevoir les financements de l'UE au détriment d'autres, selon Céline Mias, ce qui risque d'être dangereux sur le long terme.

Lors de l'atelier de l'après-midi, un membre de la promotion 2021-2022 de l'Académie, Geoffroy De La Tour Du Pin, a brièvement présenté ce qu'il faut attendre de la **Présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE)**. La PFUE a pour but d'exposer la vision française en Europe à travers des symboles : une devise, un emblème et une nouvelle pièce de deux euros afin de commémorer la valeur fédératrice de l'Euro. De surcroît, la PFUE a des priorités législatives servant d'idéaux politiques : volonté d'une Europe qui soit souveraine, démocratique et unie. Pour la mise en place de ce programme, la France reste tributaire de trois choses : du programme législatif de la Commission en 2022, de l'animation du débat européen ainsi que des événements politiques/géopolitiques qui arriveront en 2022.

La Directrice de cabinet du Secrétaire d'État aux Affaires Européennes, **Garance Pineau**, ajoute que la PFUE est préparée depuis 2017, signe de l'importance de cette responsabilité. De plus, il existe cinq blocs non exhaustifs : un bloc social, un bloc climat (*Fit for 55*), un bloc migration (*Accord Schengen*), un bloc défense et un bloc régulation numérique. Pour le Président, la « projection » est un élément important qui va s'incarner prochainement dans deux grands moments. D'un côté, il y a le **Sommet en mars 2022** autour de la définition d'un nouveau modèle de croissance et d'investissement, qui sera l'occasion de parler de plusieurs sujets tels que la stratégie industrielle ou encore des politiques macro-économiques. D'un autre côté, il y a la **Conférence sur l'avenir de l'Europe** qui a pour objectif de conclure de nouveaux accords sur le futur de la démocratie européenne.